Photo : Aissata C. Sylla - Mali Finance

Investir dans le Secteur Textile et de l'Habillement au Mali

Conditions d'exploitation de coûts et qualité

USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

INTRODUCTION

Les pays d'Afrique sub-saharienne prêtent de plus en plus attention aux conditions dans leur pays qui rendent le secteur privé attrayant. Le Mali ne fait pas exception. Cette étude portant sur la compétitivité du Mali a été commandée par l'Agence de Développement Internationale des États-Unis d'Amérique (USAID). Elle donne un instantané des conditions d'exploitation de coûts et de qualité que les investisseurs étrangers rencontrent actuellement au Mali et dans dix autres pays d'Afrique sub-saharienne.

L'étude évalue la compétitivité – un ensemble de critères établi pour évaluer la capacité d'une entreprise à produire au Mali et dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne. Lorsqu'une entreprise décide d'ouvrir une usine, un bureau de représentation ou un centre d'appel, elle doit évaluer plusieurs sites et choisir celui qui répond le mieux à ses besoins en matière d'accès aux matières premières et aux marchés de consommation tout en restant rentable. Cela suppose souvent un investissement majeur dans les ressources de l'entreprise ainsi que la tâche titanesque de collecter et d'analyser un large éventail d'informations, en particulier pour les investisseurs étrangers. L'analyse comparative est un outil que les entreprises utilisent souvent pour organiser leurs recherches et attribuer une valeur à chaque information en fonction de leurs propres priorités.

Les agences de promotion des investissements (API) utilisent de plus en plus une approche d'analyse comparative, qui ressemble à celle d'un investisseur, afin de connaître l'attrait que présente leur pays ou région aux yeux des investisseurs et de déterminer ses points forts et ses points faibles par rapport aux autres sites. Cette analyse comparative vise à voir le Mali par les yeux d'un investisseur étranger, comparé à dix autres pays d'Afrique sub-saharienne. Les objectifs de cette étude sont au nombre de quatre:

1) Observer les conditions de coûts et de qualité dans lesquelles fonctionnent les entreprises au Mali et dans d'autres pays d'Afrique sub-saharienne;

2) Enquêter sur les raisons des décisions d'investissement prises au Mali et dans d'autres pays;

3) Examiner les points forts et les points faibles du Mali par rapport à d'autres pays d'Afrique sub-saharienne, conformément à l'approche adoptée par les investisseurs étrangers; et

4) Recommander des stratégies pour que le Mali puisse tirer profit de ses points forts et des éventuelles opportunités.

En collaboration avec les API de toute l'Afrique, six industries ont été choisies, sur la base de leur grande importance actuelle et future au Mali et en Afrique. Il s'agit de l'habillement, des textiles, des services partagés, du tourisme (secteur hôtelier), de l'horticulture et de la transformation des aliments et des boissons. Ce dossier décrit les conclusions de l'analyse comparative pour le secteur textile et de l'habillement.

Photo : Aïssata C. Sylla - Mali Finance

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

Si le Mali possède de vastes réserves de coton de grande qualité, il ne tire actuellement pas profit de cet avantage « naturel » car seule une faible partie du coton malien est transformé en tissu au niveau local. Avec l'expiration de l'Accord multifibres, de nombreux producteurs dans des pays situés plus près des grands marchés d'exportation peuvent maintenant accéder à ces marchés sans payer de taxe d'exportation, ce qui prive le Mali et d'autres pays d'Afrique sub-saharienne de ce puissant avantage. Le pays n'a pas pu s'imposer en chef de file au niveau de la qualité ni en pays jouissant de faibles coûts. Les frais de transport élevés et les coûts de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée supérieurs à la moyenne, ainsi que le prix élevé de l'électricité sont certains facteurs qui étouffent les possibilités.

L'industrie malienne de l'habillement orientée sur les exportations est très limitée, la plupart des entreprises existantes produisant des vêtements sur commande pour des clients ou pour la vente générale sur les marchés locaux et régionaux. Malgré cela, l'industrie de l'habillement bénéficie de mesures d'incitation généreuses du gouvernement, qui est engagé dans la promotion des exportations de vêtements.

L'avenir de l'industrie textile malienne dépendra en grande partie du résultat de la privatisation de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT). Le défi pour le Mali consistera à conserver sa relative compétitivité en matière de coûts tout en améliorant ses conditions d'exploitation. Si la privatisation réussie de la CMDT est un préalable pour faire du Mali une destination attrayante aux yeux des investisseurs du secteur textile, le développement d'une zone industrielle qui fonctionne bien et qui apporte une infrastructure de qualité, en particulier au niveau de l'alimentation en eau et en électricité, à un prix compétitif est également nécessaire de toute urgence.

Forces • Accès à des réserves de facteurs de production (coton) • Abondante main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée bon marché • Alimentation en eau et en électricité fiable • Dédouanement rapide • Faible taux de roulement du personnel • Cadre de vie sûr • Antécédents de réformes propices au commerce	**Faiblesses** • Coût supérieur à la moyenne et qualité inférieure à la moyenne de la main-d'œuvre qualifiée • Frais de transport élevés • Accès limité aux ports de mer • Absence d'expertise et de connaissance de l'industrie • Gestion des eaux usées • Prix élevé de l'électricité • Absence de facteurs de production autres que le coton
Opportunités • Potentiel non exploité du coton • Règles d'origine de l'AGOA • Privatisation de la CMDT	**Menaces** • Concurrence mondiale • Extension de l'accès en franchise aux marchés d'exportation pour les concurrents mondiaux • Exigences environnementales strictes demandées sur les marchés d'exportation • Prix du coton bas • Mauvaise gestion de la privatisation de la CMDT

Photo : Aissata C. Sylla - Mali Finance

Photo : Ben Fraser/Chemonics Intl

CONTEXTE

Le Mali est l'un des plus gros producteurs de coton brut d'Afrique et son coton est d'une qualité suffisamment bonne pour concurrencer les industries textiles asiatiques. Toutefois, cet avantage est à peine exploité – moins d'1 % de la grande production de coton est transformée en vêtements au Mali. L'amplification de l'industrie textile malienne requiert une importante augmentation de l'efficacité dans la gestion de la CMDT, qui détient presque tout le coton graine du pays. En tant que telles, la réforme et la privatisation de la CMDT sont au cœur du programme de réforme du gouvernement, mais sont également litigieuses. La privatisation, qui était au départ prévue pour 2006, a été reportée en 2008.

L'industrie textile internationale est très compétitive, avec une innovation continue concernant des produits de remplacement concurrentiels. Elle est également très sensible à l'évolution des coûts. L'industrie textile malienne est confrontée à une rude concurrence des pays du monde entier, en particulier de l'Inde, de la Chine et du Pakistan. En Afrique sub-saharienne, Maurice et l'Afrique du Sud sont en tête de liste. Dans le cadre de plusieurs initiatives, les textiles produits au Mali bénéficient d'avantages car ils ne sont pas soumis à des droits de douane ou à des contingentements, par rapport aux produits des grands pays producteurs de textiles non africains vendus sur les marchés américains ou européens.

Le secteur du coton est vital au Mali : près de 3,3 millions de personnes, dans un pays qui compte 13 millions d'habitants, vivent directement de la culture du coton. Vu son importance, la privatisation de la CMDT peut avoir un impact important sur la vie des Maliens, en particulier sur la population rurale, étant donné que les producteurs de coton ont un prix minimum garanti pour récupérer les frais de production. En 2004-05, le prix mondial du coton était bas, ce qui a entraîné une perte de 132,2 millions d'USD en matière de vente pour la CMDT.

Les investisseurs du secteur de l'habillement recherchent la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée à un prix abordable, combinée à un accès aux matières premières telles que les fils et les tissus. Par ailleurs, les fabricants choisissent des sites à partir desquels ils peuvent transporter leurs marchandises à bas prix et accéder aux marchés d'exportation sans payer de droits de douane. Une alimentation en eau et en électricité fiable et bon marché est nécessaire car les usines d'habillement comptent sur elle pour une production ininterrompue.

La fabrication de vêtements est exigeante en main-d'œuvre et ne nécessite pas des infrastructures sophistiquées en dehors du raccordement à l'éclairage électrique, à l'eau et aux égouts. Cela explique le haut niveau de concurrence qui existe dans l'industrie. Les plus rudes concurrents du Mali se trouvent en Asie, où l'Inde, le Pakistan et surtout la Chine offrent la meilleure combinaison de main-d'œuvre qualifiée et bon marché et d'accès favorable aux marchés d'exportation. Plus particulièrement, la Chine a commencé à exporter des textiles vers le marché américain sans contingentement le 1er janvier 2005 et elle bénéficie à présent d'un accès commercial favorable en tant que membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'expiration de l'Accord multifibres le 31 décembre 2004 et l'abandon du système de contingentement pour l'habillement qui a suivi ont été encore plus inquiétants pour le Mali. Cela a effectivement supprimé une mesure d'incitation pour l'établissement d'entreprises d'habillement au Mali ou dans d'autres pays de l'AGOA

Sur la base d'un accès sans contingentement au marché américain. Surmonter cet événement sur le marché international sera l'un des principaux obstacles au développement de la fabrication de vêtements au Mali.

Les investisseurs du secteur textile malien sont des entrepreneurs locaux et des investisseurs provenant de pays tels que la Chine, la France et Maurice. Ils se concentrent sur la production de textiles en coton, y compris le filage du coton, le tissage de toiles et autres tissus grossiers, et l'impression de tissus en coton.

À l'heure actuelle, l'industrie de l'habillement malienne n'est pas suffisamment développée et est composée de petits ateliers et magasins de confection sur mesure comptant chacun quelques employés seulement. Les entreprises qui exportent leur production ou tirent profit des économies d'échelle sont très peu nombreuses. Malgré cela, le gouvernement malien considère l'industrie de l'habillement importante et soutient son développement.

Les entreprises de l'habillement interrogées lors de l'étude étaient détenues par des Maliens ou étaient des co-entreprises entre le gouvernement malien et des investisseurs chinois. Elles produisent des chemises, des t-shirts, des jeans et autres pantalons en coton et en polyester pour hommes et dames, ainsi que des uniformes militaires et des tenues de travail. Le gouvernement accorde plusieurs mesures d'incitations aux producteurs de vêtements, notamment l'exonération de droits d'importation pour les biens d'équipement, l'exonération fiscale de trois ans et l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée.

Photo : Aissata C. Sylla - Mali Finance

COÛTS

Principaux paramètres d'exploitation

- Personnel : 527 (24 cadres, 12 professionnels, 42 techniciens, 255 employés qualifiés, 194 employés non qualifiés)
- Consommation d'électricité : 14,6 millions de kWh/an à 2 100 KVA
- Consommation d'eau : 211 000m3/an
- Propriété : 8 ha, louée
- Usine : Construction de 25 800 m2 ; amortie sur 20 ans
- Marché : Europe

L'étude a calculé les coûts d'exploitation annuels principaux d'une entreprise textile hypothétique ayant des paramètres d'exploitation prédéfinis. Les résultats du calcul sont illustrés à la figure 1. Selon l'hypothèse, le Mali présente un cadre de coûts moyen comparé aux autres pays étudiés. Un examen plus approfondi de la structure de coût révèle que les coûts de la main-d'œuvre et des services publics sont également dans la moyenne. Son principal avantage en matière de coûts est le faible prix de location des biens immobiliers, et son principal inconvénient, les frais de transport élevés. En fait, si on ne tient pas compte des frais de transport, le Mali serait une destination dont les coûts sont inférieurs à la moyenne.

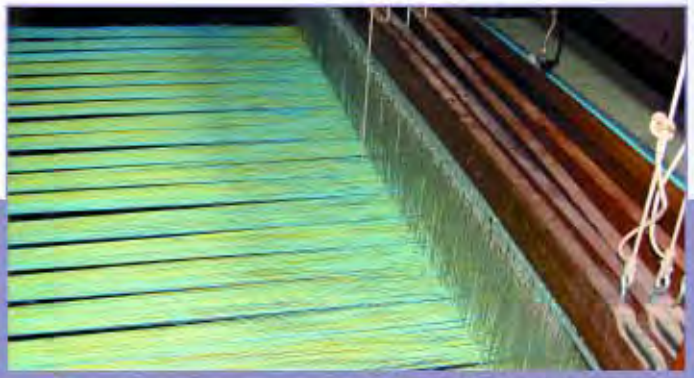
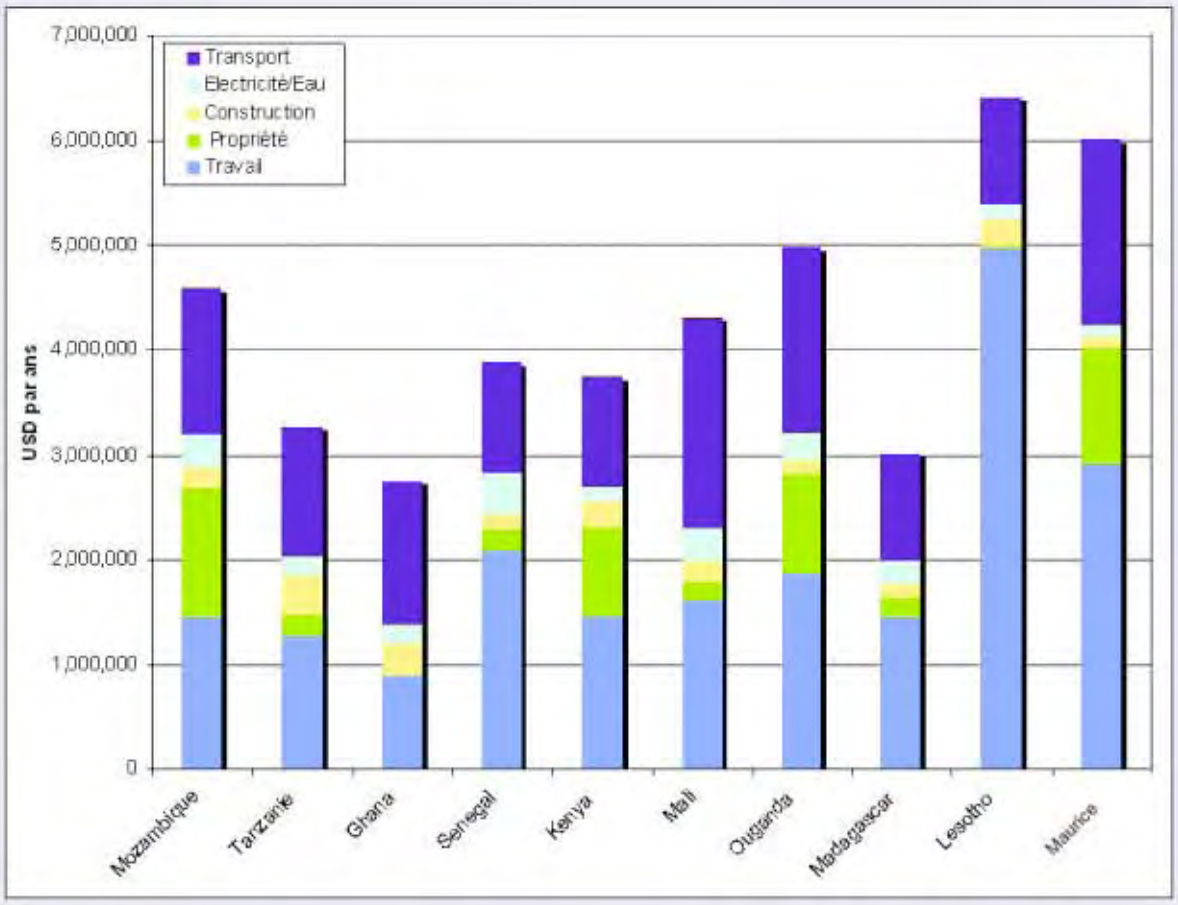


Photo : Aissata C. Sylla - Mali Finance

Figure 1: Comparaison des frais d'exploitation du secteur de l'habillement



Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre au Mali est inférieur à celui du Lesotho, de Maurice, du Sénégal et de l'Ouganda, mais supérieur à celui de tous les autres pays étudiés. Les entreprises peuvent en particulier réaliser d'importantes économies de coût pour des catégories de main-d'œuvre telles que les professionnels et les techniciens, dont les salaires sont les plus bas de tous les pays étudiés. Dans le même temps, les salaires des cadres sont dans la moyenne tandis que ceux des employés qualifiés et non qualifiés sont légèrement supérieurs à la moyenne (voir figure 2). Ce dernier point est important car les salaires constituent le principal élément de coût pour les fabricants de vêtements, et car le coût de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée est de loin l'élément le plus important du coût total de la main-d'œuvre.

Figure 2: Coût annuel de la main-d'œuvre

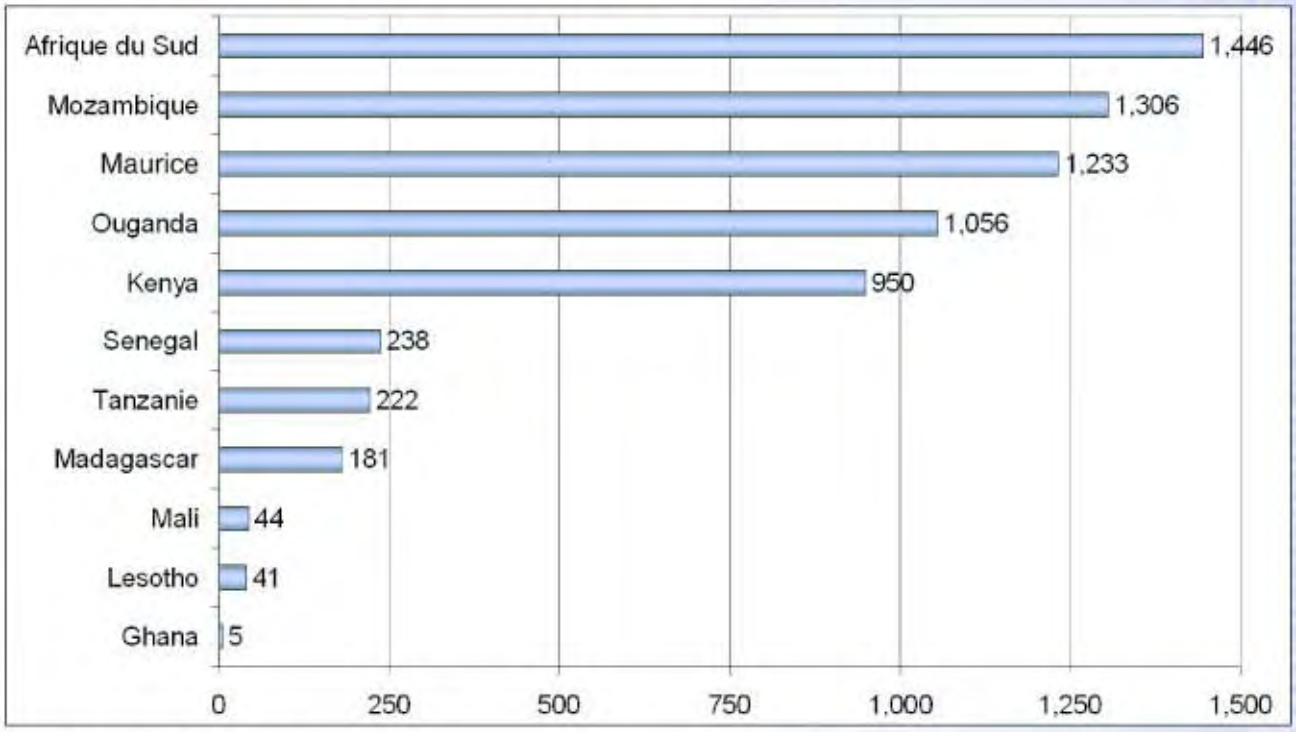
	Total	Cadres	Professionnels	Techniciens	Qualifiés	Non qualifiés
Lesotho	4974119	609039	221629	646417	2451987	1045047
Maurice	2911932	619521	126575	451836	1059401	654600
Sénégal	2076396	266698	96595	251469	1079217	382417
Ouganda	1869424	476200	94571	233685	831243	233727
Mali	1613836	384798	40380	91449	843616	253593
Kenya	1453348	425806	89019	184875	524149	229499
Madagascar	1451982	642623	45357	144219	486189	133593
Mozambique	1446597	212065	120566	103931	791552	218484
Tanzanie	1272612	251662	86675	238933	508039	187303
Ghana	897965	122007	52436	225491	373107	124926

Photo : Ben Fraser/Chemonics Intl

COÛTS IMMOBILIERS

Le Mali est l'un des rares pays en Afrique où les investisseurs étrangers ont le droit d'être propriétaires fonciers. En fait, il n'y a pas beaucoup de terrains à louer. S'il n'y a aucune limite réglementaire, il n'existe actuellement aucun système de location commerciale de terrains. Dans de nombreux autres pays, les investisseurs étrangers sont obligés de louer des terrains et la location a tendance à être plus chère que l'achat. Si le prix d'achat de terrains au Mali était converti en l'équivalent de location[1], il figurerait parmi les plus bas d'Afrique. Sinon, le prix des terrains industriels au Mali est le quatrième plus cher, derrière le Kenya, l'Afrique du Sud et le Sénégal, parmi les onze pays étudiés. En général, cependant, les prix de l'immobilier au Mali et dans d'autres pays varient fortement et ne reflètent pas souvent la demande de marché.

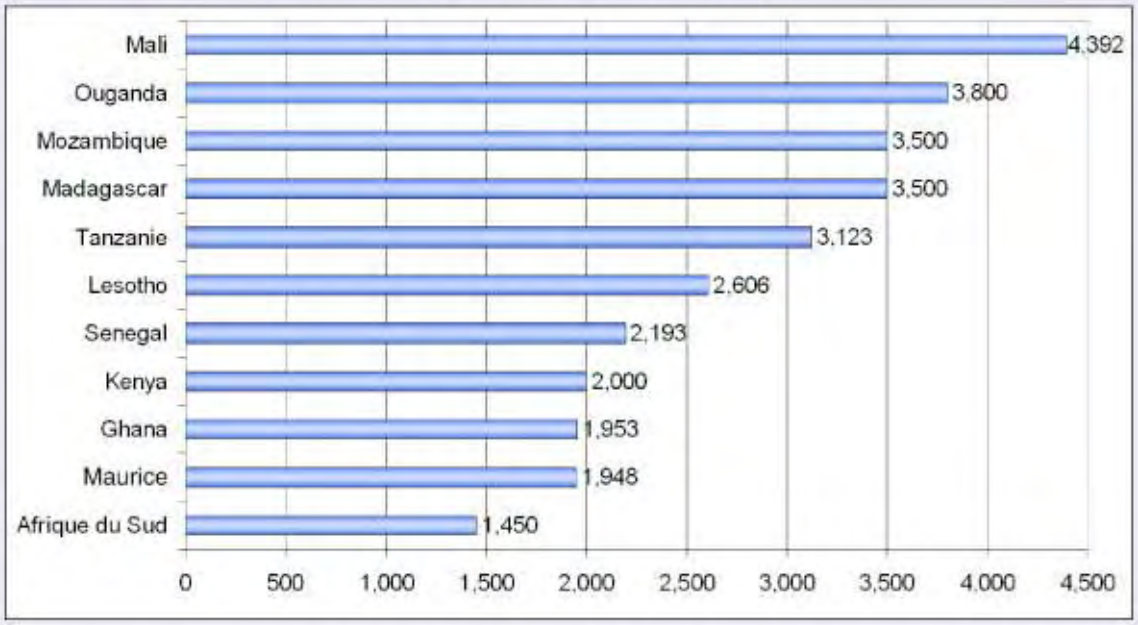
Figure 3: Coût de location annuel d'un terrain industriel de 8 ha (en milliers d'USD)



[1] 10 % du prix d'achat

Frais de transport

Figure 4: Prix d'un conteneur de transport maritime de 40 m vers Rotterdam (USD)



Le point faible de la structure de coût du Mali est peut-être les frais de transport à charge des fabricants de vêtements orientés sur les exportations et de leurs clients[2]. Les frais de transport représentent une plus grande partie des frais d'exploitation au Mali que dans tous les autres pays étudiés du fait de la nature enclavée du Mali. L'envoi d'un conteneur de 12 m depuis le Mali coûte deux fois plus cher, environ, quelle que soit la destination, que depuis le Sénégal ou le Ghana (voir figure 4). Cela augmente les coûts d'exportation de marchandises vers les marchés régionaux et internationaux.

Photo : Ben Fraser/Chemonics Intl

CONDITIONS D'EXPLOITATION

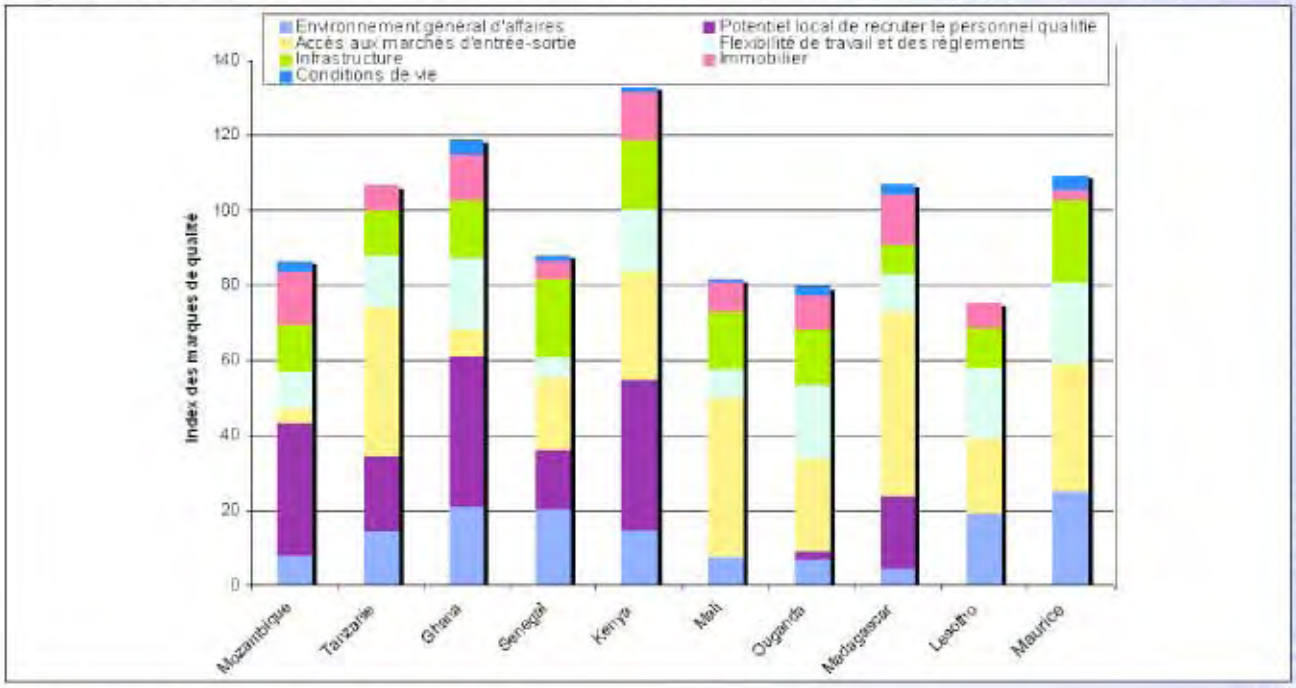
Le Mali offre une image contrastée en termes de qualité des conditions d'exploitation dans l'industrie de l'habillement (voir figure 5). Le pays obtient un bon résultat concernant l'accès aux facteurs de production et aux marchés de consommation, principalement du fait d'abondantes réserves locales de coton et de l'accès en franchise aux marchés américains et européens. Il a également une meilleure alimentation en électricité et en eau que la moyenne et permet aux investisseurs étrangers d'être propriétaires fonciers. Dans le même temps, le pays est loin d'offrir une main-d'œuvre suffisamment qualifiée, qui est indispensable dans des entreprises du secteur de l'habillement, et il souffre d'une mauvaise perception du cadre général des affaires, comme le reflètent les mauvais résultats en matière d'évaluation de la solvabilité du pays et d'évaluation du risque du pays

[2] Les vêtements sont souvent envoyés FOB, tandis que le prix de l'expédition est pondéré dans le prix du vêtement et est finalement à la charge du consommateur.

Photo : Mali Finance

Les deux principaux facteurs de sélection de site liés à la qualité pour les investisseurs du secteur textile et de l'habillement sont l'accès aux facteurs de production et aux marchés de consommation et le potentiel de recrutement d'employés locaux suffisamment qualifiés.

Figure 5 : Comparaison des conditions d'exploitation pondérées en matière de qualité dans le secteur de l'habillement



Cadre général des affaires

Le cadre général des affaires au Mali est inférieur à la moyenne des pays étudiés. Le fait que le Mali soit l'un des pays les plus pauvres du monde, avec une économie dépendant des exportations de quelques matières premières, continuera à affecter ces résultats dans un avenir proche. Par ailleurs, le Mali envoie des signaux positifs concernant les aspects institutionnels du cadre des affaires. Les résultats du Mali sont supérieurs à la moyenne africaine pour des facteurs tels que le temps nécessaire pour le dédouanement, le nombre de jours nécessaires pour lancer une affaire[3] et l'indice de perception de la corruption[4].

[3] Doing Business (Banque mondiale 2005)
[4] Transparency International 2005

Figure 6: Résultats du Mali en matière de cadre général des affaires pour le secteur textile

Facteur du cadre général des affaires	Résultat du Mali	Moyenne Afrique	Pays ayant le meilleur résultat
Stabilité économique, financière et politique (facteur de pondération: 65 %)			
Évaluation de la solvabilité du pays	23,7	32,2	Afrique du Sud (59,3) *Comparateur: France (92,7)*
Évaluation du risque du pays	31,2	40,4	Afrique du Sud (59.8) *Comparateur: Irlande (94,0)*
Affaires et bureaucratie (facteur de pondération: 25 %)			
Nb de jours de procédures requises pour lancer une affaire	13	12,1	Sénégal, Afrique du Sud, Lesotho (9) *Comparateur: Irlande (4)*
Nb de jours requis pour lancer une affaire	42	62,9	Tanzanie (35) *Comparateur: France (8)*
Indice de perception de la corruption	3,2	3,3	Afrique du Sud (4.6) *Comparateur: Irlande (7,5)*
Jours pour le dédouanement	3[5]	8,4	Mali (3.0)
Imposition des sociétés (facteur de pondération: 10 %)			
Taux d'imposition des sociétés	35 %	31,8 %	Ouganda, Tanzanie, Ghana, Kenya (30 %) *Comparateur: Irlande (25 %)*
Taxe sur les ventes/TVA	18 %	16,5 %	Ghana (12 %) *Comparateur: Nigeria (5 %)*

Accès aux facteurs de production et aux marchés de consommation

Vu l'importance que revêt l'accès aux facteurs de production, les investisseurs du secteur textile trouvent qu'il est avantageux d'établir des filatures au Mali du fait de l'abondance de coton. Toutefois, cet avantage s'amenuise par le fait que le Mali se base sur l'importation de facteurs de production autres que le coton: teintures d'Inde et de Chine, produits chimiques et détergents d'Inde, de Chine et d'Australie, lubrifiants d'Allemagne et de Chine. La gomme arabique utilisée pour l'impression des tissus provient du Mali. L'équipement est en général importé de Chine.

Le Mali a un accès aux marchés limité: son propre marché de petite envergure est entouré d'autres économies de petite envergure. Les marchés actuels du Mali sont la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Burkina Faso et l'Angola pour les tissus imprimés et le batik, la Guinée et le Burkina Faso pour le fil de coton, l'Afrique du Sud pour le bogolan artisanal épais, la France et l'Italie pour les tissus chinés par teinture. Jusqu'à présent, les exportations vers les États-Unis sont minimes, gênées par des conditions strictes imposées par les acheteurs américains et par des frais de transport élevés. Les exportations de textiles sont tellement négligeables que l'indice de performance commerciale du Centre du commerce international, utilisé comme indicateur du niveau d'accès au marché, ne donne pas de note au Mali.

Figure 7: Résultats du Mali en matière d'accès pour le secteur textile et de l'habillement

Facteur d'accès	Résultat du Mali	Moyenne Afrique	Pays ayant le meilleur résultat
Compétitivité à l'exportation (facteur de pondération: 77 %)			
Position actuelle dans le classement des pays exportateurs d'habillement	108	133,4	Maurice (31) *Comparateur: Tunisie (8)*
Changement de position dans le classement des pays exportateurs d'habillement	29	119,4	Kenya (14) *Comparateur: Tunisie (34)*
Présence de réseaux de fournisseurs ou de groupes (facteur de pondération: 20 %)			
Pourcentage de matières premières importées	90 %	73 %	Ghana (52,5 %)
Pourcentage de composants importés	85 %	84,2	Sénégal (70 %)
Tarif douanier moyen pour les textiles importés	17,4 %	20 %	Ouganda (12,8 %) *Comparateurs: France et Irlande (2,5 %)*
Taille du marché national (facteur de pondération: 2 %)			
Produit intérieur brut (millions d'USD)	4326	26342	Afrique du Sud (159886)

[5] Le nombre de jours nécessaires au dédouanement variait d'une industrie à l'autre, en fonction des réponses des entreprises interrogées au Mali et dans d'autres pays. Au Mali, les réponses étaient les suivantes: habillement (0,8 jour), textiles (3 jours), services partagés (5 jours), secteur hôtelier (14,6 jours), horticulture (5,6 jours) et transformation des aliments et des boissons

Disponibilité de main-d'œuvre

Le Mali soutient relativement bien la comparaison avec les autres pays étudiés concernant la capacité de recrutement, par les investisseurs locaux, de cadres et de professionnels pour leur entreprise. Cela s'explique toutefois en partie par le fait que bon nombre de ces employés hautement qualifiés sont des expatriés de France et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le Mali a obtenu un moins bon résultat que tous les autres pays, sauf le Lesotho et Maurice concernant la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée. Les investisseurs ont également donné la plus mauvaise note au Mali concernant la maîtrise du français parmi le réservoir général de main-d'œuvre.

La disponibilité de main-d'œuvre mesure la capacité des entreprises interrogées à engager des cadres, des professionnels, des techniciens et des employés qualifiés et non qualifiés pour occuper les postes nécessaires. L'évaluation tient également compte de la maîtrise des langues locales et étrangères nécessaires sur le lieu de travail. Les réponses sont notées sur une échelle de 1 ('pas d'employés qualifiés') à 5 ('nombreux employés qualifiés').

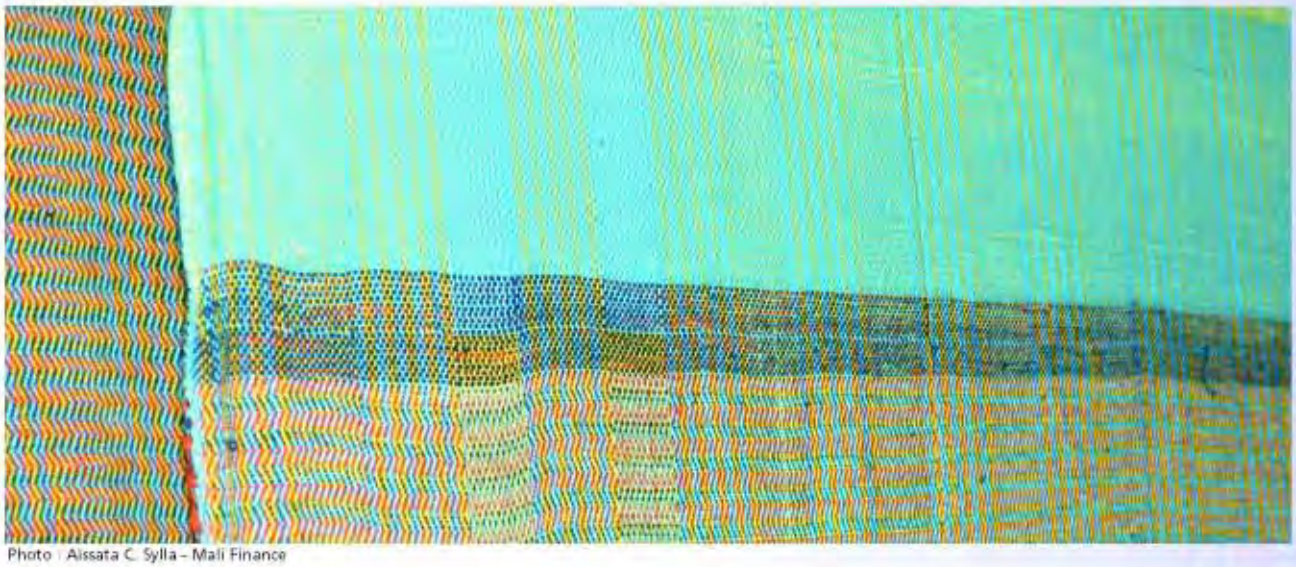


Photo : Aissata C. Sylla - Mali Finance

Infrastructure

La situation de l'électricité au Mali, telle que la dépeint le nombre d'heures de panne et de baisse de tension, est meilleure que dans les autres pays, y compris dans les pays de référence. Le secteur textile est très sensible aux coupures de courant, aux baisses de tension et aux surtensions. Par exemple, une entreprise a constaté qu'il fallait deux heures après chaque panne pour relancer les métiers à tisser et autres équipements.

Si la pénurie d'eau ne semble pas poser un problème au Mali, l'étude a révélé que la disponibilité du système public d'alimentation est très limitée. L'absence de gestion des eaux usées posera un sérieux problème au Mali, si elle n'est pas abordée dans l'immédiat. Les eaux usées contenant des teintures et d'autres produits chimiques nocifs sont souvent déversées dans l'environnement sans être traitées. Cela a non seulement des conséquences sur les stocks locaux de poissons et sur la dégradation de l'environnement des communautés avoisinantes, mais également sur la compétitivité de l'industrie, étant donné que ces problèmes ont une importance de plus en plus grande pour les acheteurs étrangers, en particulier en Europe et aux États-Unis.

Les investisseurs ont attribué une note moyenne de 2,3 à la qualité du service téléphonique, la deuxième moins bonne en Afrique, la moyenne étant de 3,4 (voir le tableau 29 de l'annexe C). Les investisseurs du secteur textile ont signalé qu'il fallait en moyenne 49 jours pour installer une nouvelle ligne téléphonique, ce qui est plus long que la moyenne africaine, qui est de 28 jours.

La situation enclavée du Mali est un handicap pour toute industrie orientée sur les exportations. L'accès limité aux ports allonge les délais d'expédition ainsi que les frais de transport (voir la section sur les coûts). Il faut en général 19 jours pour les envois vers Dakar. Le fait qu'elle s'appuie sur l'infrastructure d'autres pays implique que la logistique du transport malien dépendra toujours de la situation économique et politique des pays voisins, comme en témoigne l'agitation civile en Côte d'Ivoire. Plusieurs routes alternatives, comme Tema et Lomé, sont en cours de développement. Toutefois, pour l'industrie textile, Dakar reste la route la plus rapide et la plus rentable, suivie par Abidjan[6]. S'il existe une voie ferrée reliant Dakar à Bamako, le camion est le moyen de transport préféré. Dans le pays, l'état des routes s'est considérablement amélioré au cours des dix dernières années. Toutefois, l'insuffisance d'un entretien adéquat peut conduire à une rapide dégradation. La restructuration de la CMDT, qui s'occupait auparavant de l'entretien des routes du coton, crée une incertitude quant à savoir qui en sera chargé.

Le développement de zones industrielles au Mali n'a pas connu un grand succès: les investisseurs avaient l'impression que les zones industrielles n'étaient pas suffisamment équipées et que certaines ne disposaient même pas de l'infrastructure de base.

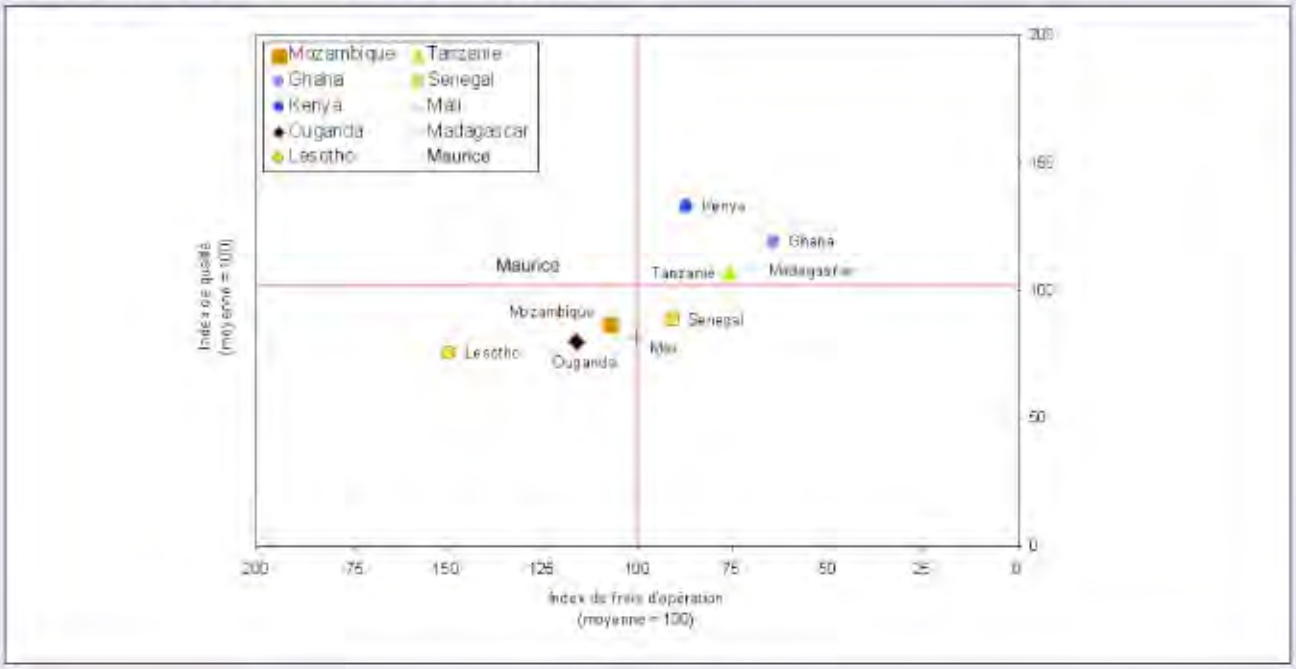
[6] Impact du transport et de la logistique sur la compétitivité commerciale du Mali.

COMPARAISON COÛTS/QUALITÉ

L'étude a fait une représentation graphique des conditions de qualité et de coûts à la figure 8. La matrice représente les compromis entre les coûts et la qualité des opérations commerciales. Il faut constater que la matrice ne représente pas la compétitivité absolue de chaque pays participant, étant donné que la série de besoins en matière de qualité/coût varie légèrement d'un investisseur à l'autre, ce qui pourrait entraîner un choix de site différent. Toutefois, il est évident que le Mali doit améliorer ses conditions d'exploitation étant donné qu'à l'heure actuelle, les investisseurs peuvent en réalité faire des affaires dans un cadre de meilleure qualité et à un coût moindre en décidant de s'implanter au Kenya, en Tanzanie, au Ghana ou à Madagascar.

Le principal atout du Mali est l'abondance de facteurs de production de bonne qualité. La qualité et le volume de coton cultivé au Mali distinguent ce dernier de la plupart de ses concurrents d'Afrique sub-saharienne. Toutefois, en dehors de la fabrication de vêtements à base de coton, cet unique avantage devient futile. Par ailleurs, l'indisponibilité de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée correctement formée combinée à une faible expertise technique et une mauvaise connaissance de l'industrie empêche le Mali de devenir un chef de file en matière de qualité dans le secteur de l'habillement. Cela est exacerbé par des coûts de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée supérieurs à la moyenne, par rapport aux autres pays étudiés. Par conséquent, le Mali ne présente pas un avantage au niveau des coûts et n'a pas encore pu devenir un chef de file en matière de qualité, ce qui le place dans une catégorie pas très attrayante de faible qualité/coûts moyens parmi les destinations de production.

Figure 8: Matrice de coûts/qualité dans le secteur de l'habillement



RECOMMANDATIONS

Le défi que doit relever le Mali consiste à avoir des coûts avantageux tout en améliorant fortement la qualité de sa main-d'œuvre. Étant donné que la position enclavée du pays conduira inévitablement à un inconvénient au niveau des coûts, le Mali doit surmonter cet obstacle en devenant un chef de file en matière de coûts dans toutes les autres catégories s'il veut attirer les fabricants de vêtements. Si l'avenir de l'industrie de l'habillement malienne dépend en grande partie des actions des chefs de file de l'industrie, comme la Chine, et de l'apparition d'autres sites de fabrication attrayants, comme les Caraïbes et l'Amérique latine, voici certains des problèmes que le Mali peut aborder pour améliorer sa compétitivité vis-à-vis de ses concurrents régionaux :

- Améliorer l'efficacité de la transformation en aval du coton.
- Établir une agence de promotion des investissements efficace qui encourage les opportunités d'investissement, en particulier à la lumière de la libéralisation du secteur du coton et de la privatisation de la CMDT.
- Promouvoir des entreprises verticalement intégrées dans le secteur textile et de l'habillement de sorte à permettre aux fabricants de vêtements de tirer profit de réserves abondantes et à un prix abordables de coton local.
- Développer une zone de fabrication industrielle qui fournit, entre autres, de l'électricité et des télécommunications à des prix plus compétitifs.
- Améliorer l'industrie du transport par camion : selon l'étude, 60 % des frais de transport sont imputés dans le pays[7]. Cela permet d'améliorer la compétitivité de la logistique au Mali, au niveau des coûts, en améliorant l'efficacité de l'industrie du transport par camion.
- Renforcer le transfert de technologies et de connaissances, la recherche et le développement par un meilleur enseignement et une meilleure formation spécifiquement orientés sur le secteur de l'habillement.

[7] Impact du transport et de la logistique sur la compétitivité commerciale du Mali.

imprim color • bamako